



CSSS – 014M
C.P. – P.L. 10
Abolition des
agences régionales
TEXTE FRANÇAIS

Mémoire concernant le projet de loi 10

20 octobre 2014

Contexte

Avec des programmes actifs dans les domaines du patrimoine et de la culture, du développement communautaire, des services sociaux et de santé, des populations vieillissantes et de la jeunesse, l'Association des Townshippers est un organisme non partisan et à but non lucratif au service de la communauté d'expression anglaise des Cantons-de l'Est depuis 1979. La mission en trois volets de l'Association est de promouvoir les intérêts de la communauté d'expression anglaise dans les Cantons-de-l'Est historiques, de renforcer l'identité culturelle de cette communauté et d'encourager la participation pleine et entière de ses membres à la collectivité dans son ensemble. Pour plus d'information concernant les initiatives et les programmes courants de l'Association, veuillez visiter le site Web de l'Association des Townshippers à l'adresse www.townshippers.qc.ca ou communiquer par courriel à ta@townshippers.qc.ca. Le siège social de l'Association des Townshippers est situé au 257, rue Queen, bureau 100, Sherbrooke (QC) (819 566-5717; 1-866-566-5717); un bureau satellite est situé au 584, chemin Knowlton, bureau 3, Lac-Brome (QC) (450 242-4421; 1-877-242-4421).

Résumé

Dès le départ, c'est important qu'il soit clairement compris que notre objectif n'est pas de remettre en question les réformes nécessaires des secteurs de la santé et des services sociaux. De telles réformes s'imposent afin de rediriger les dépenses publiques dans ces domaines avec l'objectif de s'assurer que des services de qualité soient disponibles pour tous les citoyens, et ce, dès maintenant et dans un avenir prévisible. La dette accumulée du Québec est un objet de préoccupation pour tous les Québécois, qu'ils soient francophones ou anglophones, qu'ils résident dans un milieu urbain ou dans un environnement rural.

Notre mandat et nos missions en tant qu'association est de parler au nom des membres de la population d'expression anglaise qui vivent et travaillent dans les Cantons-de-l'Est historiques du Québec rural (région administrative 05 et parties des régions 12, 16 et 17). Du fait qu'elle soit une minorité linguistique vivant dans un environnement rural, la population d'expression anglaise fait face à un certain nombre de problèmes urgents reliés à la pauvreté, au chômage, à des taux de décrochage scolaire supérieurs à la moyenne, et à la migration

SIÈGE SOCIAL (ARR. DE LENNOXVILLE) 100-257, rue Queen, Sherbrooke QC J1M 1K7 Tél. / Tel. 819-566-5717 / 1-866-566-5717 Télec. / Fax 819-566-0271	KNOWLTON 3-584, ch. Knowlton, Lac-Brome, QC J0E 1V0 Tél. / Tel. 450-263-4422 / 1-866-263-4422 Télec. / Fax 450-263-6317	SITES WEB townshippers.qc.ca , topportunity.ca , tday.ca COURRIEL / E-MAIL ta@townshippers.qc.ca INFO-SERVICE info@townshippers.qc.ca 819-566-2182 (toll free 1-877-566-2182)
--	---	---



vers l'extérieur. Avec ces facteurs présents à l'esprit, l'accès aux soins de santé en anglais constitue une préoccupation majeure.

Introduction

D'un point de vue historique, les immigrants d'expression anglaise ont été les premiers Européens à s'établir dans les Cantons-de-l'Est. Nos ancêtres ont bâti leurs propres écoles, églises et hôpitaux, ce qui a contribué à l'émergence d'un sens profond de la communauté dans cette région. Nous pouvons ainsi revendiquer de façon légitime une reconnaissance au titre de l'un des peuples fondateurs du Québec qui, de concert avec nos voisins et amis francophones, ont transformé ce territoire qui était en très grande partie des forêts en une région que nous pouvons tous être fiers d'appeler aujourd'hui notre « chez nous » collectif.

Toutefois, beaucoup de choses ont changé depuis que les premiers colons ont pris racine dans les *Townships*. Sauf l'exception notable des commissions scolaires et le Centre de réadaptation en dépendance Foster en Montérégie-Est, *il n'y a plus d'établissements publics qui appartiennent aux membres de la communauté d'expression anglaise*. Alors qu'autrefois nous gérons les établissements de santé que nous avons bâtis pour desservir la collectivité dans son ensemble, nous sommes maintenant forcés fréquemment de travailler très fort pour maintenir même les services strictement de base en anglais. Notre expérience nous a amenés à conclure que, pour apporter une contribution positive, constructive à la formulation et à la mise en oeuvre de politiques qui affectent notre communauté, *nous devons être partie prenante des niveaux de prise de décision de nos établissements locaux*. La seule façon de traiter efficacement les problèmes linguistiques qui peuvent s'appliquer aux patients et/ou aux clients d'expression anglaise de notre système provincial de soins de santé, c'est de s'assurer que des anglophones fassent partie intégrante du processus de prise de décision.

Cette introduction à notre situation étant faite, nous limiterons nos commentaires essentiellement à deux problèmes principaux qui se dégagent de notre lecture du projet de loi 10.

Inquiétude numéro un : Comment le projet de loi 10 assure-t-il le droit de recevoir des services en anglais?

En regard de cette question, il semblerait que le projet de loi soit rédigé avec les meilleures intentions. Comme nous le voyons dans l'article 65, l'exigence imposée à chaque établissement d'élaborer un programme d'accès aux services en anglais est clairement identifiée, avec une liste de conditions *qui sont sujettes à l'approbation*

SIÈGE SOCIAL (ARR. DE LENNOXVILLE) 100-257, rue Queen, Sherbrooke QC J1M 1K7 Tél. / Tel. 819-566-5717 / 1-866-566-5717 Télé. / Fax 819-566-0271	KNOWLTON 3-584, ch. Knowlton, Lac-Brome, QC J0E 1V0 Tél. / Tel. 450-263-4422 / 1-866-263-4422 Télé. / Fax 450-263-6317	SITES WEB townshippers.qc.ca, topportunity.ca, tday.ca COURRIEL / E-MAIL ta@townshippers.qc.ca INFO-SERVICE info@townshippers.qc.ca 819-566-2182 (toll free 1-877-566-2182)
---	--	---



ministérielle. Toutefois, un changement de ministres et/ou de gouvernement pourrait facilement permettre à un établissement quelconque de justifier la terminaison d'un plan d'accès. Ce n'est pas une position confortable où se trouver si vous êtes dans une situation minoritaire. Comment les exigences définies dans l'article 65 garantiront-elles l'élaboration de programmes d'accès pour la communauté d'expression anglaise à la suite d'un changement de gouvernement ou de ministre?

Les articles 155, 156 et 157 esquissent les exigences requises pour effectuer une transition sans heurt concernant l'accès continu aux services en anglais jusqu'à ce que les nouveaux plans d'accès soient tracés. Comment la communauté d'expression anglaise contribuera-t-elle à l'élaboration de ces plans d'action sans représentation formelle? Comment le projet de loi 10 sera-t-il modifié pour refléter cet oubli?

Plusieurs plans d'accès actuellement en voie d'implantation sont le résultat d'années de consultation, de sensibilisation aux besoins spécifiques de la communauté d'expression anglaise et de surveillance continue des établissements qui les appliquent actuellement. Il est clair que, selon le concept proposé d'établissements régionaux, chaque région aura son organisme de régie avec de nombreux points de service. C'est la transformation de nombreux établissements bien connus en autant de points de service qui a désespérément besoin d'être clarifiée afin d'y assurer la participation de la communauté d'expression anglaise.

Inquiétude numéro deux : La composition des structures de gouvernance des conseils d'administration régionaux.

Compte tenu de l'ambiguïté du langage utilisé dans la rédaction de ce projet de loi, nous devons poser la question : « Nous garantira-t-on, à nous en tant qu'acteurs à part entière de l'histoire et du développement continu du Québec rural, un siège à la table où seront prises les décisions? » À maintes reprises, nous avons démontré que, comme minorité, nous pouvions ajouter à la sagesse collective de l'ensemble de la collectivité - à l'heure actuelle, il existe deux espaces réservés aux comités régionaux sur l'accessibilité des SSSS aux personnes d'expression anglaise pour les Agences de l'Estrie et Montérégie (un pour un membre de la communauté d'expression anglaise et un pour une organisme représentant la communauté d'expression anglaise), des membres de la communauté d'expression anglaise sont actifs sur une multitude de comités d'usagers des établissements de santé et sont officiellement représentés sur plusieurs conseils d'administration du CSSS dans les régions de l'Estrie et Montérégie-Est.

SIÈGE SOCIAL (ARR. DE LENNOXVILLE) 100-257, rue Queen, Sherbrooke QC J1M 1K7 Tél. / Tel. 819-566-5717 / 1-866-566-5717 Télec. / Fax 819-566-0271	KNOWLTON 3-584, ch. Knowlton, Lac-Brome, QC J0E 1V0 Tél. / Tel. 450-263-4422 / 1-866-263-4422 Télec. / Fax 450-263-6317	SITES WEB townshippers.qc.ca, toppportunity.ca, tday.ca COURRIEL / E-MAIL ta@townshippers.qc.ca INFO-SERVICE info@townshippers.qc.ca 819-566-2182 (toll free 1-877-566-2182)
--	---	--



Pour la communauté d'expression anglaise des Cantons-de-l'Est du Québec, cette absence d'une désignation formelle de représentation issue de la communauté d'expression anglaise dans la structure de gouvernance proposée est de loin le problème le plus urgent, encore que le plus facile, à corriger dans ce projet de loi. Avec une représentation garantie provenant de l'intérieur de notre communauté, notre communauté peut effectivement participer à titre de partenaire au processus en cours de réorganisation d'un système de soins de santé qui soit à la fois accessible et abordable pour tous les Québécois.

Conclusion et recommandations

Le principal problème qui doit être reconnu, c'est que la situation de la population d'expression anglaise du Québec rural, particulièrement des communautés qui ont déjà vu leurs établissements être avalés dans une structure plus englobante et méconnaissable, est très différente de l'expérience des anglophones dans les grands centres urbains tels que Montréal.

Compte tenu des énormes pouvoirs qui seront octroyés au Ministre et aux nouveaux conseils d'administration des établissements régionaux issus du projet de loi 10, il est impérieux que les anglophones se voient accorder, dans la loi, une représentation issue de la communauté sur les conseils d'administration, et ce, comme un geste tangible d'inclusion dans le secteur de la santé et des services sociaux, avec comme mandat de s'assurer que l'accès continu aux services de santé et aux services sociaux pour la population de langue minoritaire soit traité de la façon appropriée.

SIÈGE SOCIAL (ARR. DE LENNOXVILLE) 100-257, rue Queen, Sherbrooke QC J1M 1K7 Tél. / Tel. 819-566-5717 / 1-866-566-5717 Télé. / Fax 819-566-0271	KNOWLTON 3-584, ch. Knowlton, Lac-Brome, QC J0E 1V0 Tél. / Tel. 450-263-4422 / 1-866-263-4422 Télé. / Fax 450-263-6317	SITES WEB townshippers.qc.ca, topportunity.ca, tday.ca COURRIEL / E-MAIL ta@townshippers.qc.ca INFO-SERVICE info@townshippers.qc.ca 819-566-2182 (toll free 1-877-566-2182)
---	--	---



Brief regarding Bill 10

October 20th, 2014

Background

With active programs addressing heritage and culture, community development, health and social services, aging populations and youth, Townshippers' Association is a non-partisan, non-profit organization that has served the English-speaking community in the Eastern Townships since 1979. Its three-part mission is to promote the interests of the English-speaking community in the historical Eastern Townships, strengthen the cultural identity of this community, and encourage the full participation of its members in the community at large. Please visit the Townshippers' Association website at www.townshippers.qc.ca or email ta@townshippers.qc.ca for further information regarding current programs and initiatives. Townshippers' Association's head office is located at 257 Queen, suite 100, Sherbrooke, QC (819 566-5717; 1-866-566-5717) with a satellite office at 584 Knowlton Road, suite 3, Lac Brome, QC (450 242-4421; 1-877-242-4421).

Summary

From the outset it should be clearly understood that it is not our goal to call into question much-needed reforms in the health and social service sectors. Such reforms are necessary to redirect public spending in these areas, in order to ensure that quality services are available to all citizens, both now and in the foreseeable future. The accumulated debt of Quebec is of concern to all Quebecers, whether they be French or English, residing in an urban or rural setting.

Our mandate and mission as an Association is to speak on behalf of the members of the English-speaking population who live and work in the historical Eastern Townships of rural Quebec (Administrative region 05 and parts of 12, 16, and 17). As a consequence of being a linguistic minority in a rural setting, the English-speaking population is confronted with a number of pressing issues relating to poverty, unemployment,

HEAD OFFICE (LENNOXVILLE)

100 - 257 Queen, Sherbrooke QC J1M 1K7
Tel / Tél 819-566-5717 / 1-866-566-5717
Fax / Téléc 819-566-0271

KNOWLTON

3-584 Knowlton Rd, Lac-Brome, QC J0E
1V0
Tel / Tél 450-263-4422 / 1-866-263-4422
Fax / Téléc 450-263-6317

WEB townshippers.qc.ca, topportunity.ca, tday.ca

EMAIL / COURRIEL ta@townshippers.qc.ca

INFO SERVICE info@townshippers.qc.ca
819-566-2182 (toll free 1-877-566-2182)



higher-than-average school dropout rates, and outward migration. With these factors in mind, access to health care in English is a major concern.

Introduction

From a historical perspective, the English-speaking immigrants were the first Europeans to settle in the Townships. Our ancestors built their own schools, churches, and hospitals, which brought a deep sense of community to this region of Quebec. We can thus stake a legitimate claim to be recognized as one of the founding peoples of Quebec who, along with our French-speaking neighbours and friends, transformed what was mostly forest into a region we can all be proud to call our collective “chez nous”.

However, much has changed since those first settlers put down roots in the Townships. With the notable exception of the school boards and the Centre de réadaptation en dépendance Foster (or CRD Foster as it is known to the English-speaking community) in Montérégie-East , *there are no more public institutions that belong to the members of the English-speaking community.* Where once we managed the health institutions we built to serve the community at large, we are now frequently forced to work very hard just to maintain even the most basic services in English. Our experience has led us to conclude that, to make a positive, constructive contribution to formulation and implementation of the policies that impact upon our community *we must be included at the decision -making levels of our local institutions.* The only way to effectively deal with language issues as they may apply to English-speaking patients in and/or clients of our provincial health care system is to ensure that English speakers are an integral part of the decision making process.

With this introduction to our situation we shall confine our remarks to essentially two main issues that arise from our reading of Bill 10.

Concern Number One: How does Bill 10 ensure the right to receive services in English?

In regard to this question it would appear that the bill is written with the best of intentions. As we see in Article 65, the requirement of each institution to develop a program of access to services in English is clearly identified,

HEAD OFFICE (LENNOXVILLE) 100 - 257 Queen, Sherbrooke QC J1M 1K7 Tel / Tél 819-566-5717 / 1-866-566-5717 Fax / Téléc 819-566-0271	KNOWLTON 3-584 Knowlton Rd, Lac-Brome, QC J0E 1V0 Tel / Tél 450-263-4422 / 1-866-263-4422 Fax / Téléc 450-263-6317	WEB townshippers.qc.ca, topportunity.ca, tday.ca EMAIL / COURRIEL ta@townshippers.qc.ca INFO SERVICE info@townshippers.qc.ca 819-566-2182 (toll free 1-877-566-2182)
---	---	--



with a list of conditions *that are subject to ministerial approval*. However, a change of ministers and/or government could easily allow any institution to claim a reason justifying the termination of an access plan. Not a comfortable place to be in if you are in a minority situation. How will the requirements set forth in Article 65 guarantee the development of access programs for the English-speaking community following a change in government or minister?

Articles 155, 156 and 157 outline the requirements needed to effect a smooth transition concerning the ongoing access to services in English until the new access plans are draw up. How will the English-speaking community contribute to the development of these access plans without formal representation? How will Bill 10 be modified to reflect this oversight?

Many of the access plans currently being implemented are the result of years of consultation, sensitization to the English-speaking community's specific needs and constant monitoring of the institutions who currently administer them. It is clear that under the proposed concept of Regional institutions each region will have one governing body with many points of service. It is the transformation of many well-known institutions into points of service that desperately needs clarification in order to assure the English-speaking community's involvement.

Concern Number Two: Composition of the Governing Structures of the Regional Boards

Due to the ambiguity of the language employed in the writing of this bill we must ask the question, “Will we, as integral players in the history and ongoing development of rural Quebec, be guaranteed a seat at the decision-making table?” Time and time again we have demonstrated that as a minority we can add to the collective wisdom of the larger community - at present there are two spaces reserved on the regional access committees for Estrie and the Monteregie Agencies (one for a member of the English-speaking community and one for an organization representing the English-speaking community), members of the English-speaking community are active on a multitude of health institution user committees and are officially represented on several CSSS boards of directors in both the Estrie and the Monteregie-East.

For the English-speaking community in the Eastern Townships of Quebec, the lack of a formal designation of

HEAD OFFICE (LENNOXVILLE) 100 - 257 Queen, Sherbrooke QC J1M 1K7 Tel / Tél 819-566-5717 / 1-866-566-5717 Fax / Téléc 819-566-0271	KNOWLTON 3-584 Knowlton Rd, Lac-Brome, QC J0E 1V0 Tel / Tél 450-263-4422 / 1-866-263-4422 Fax / Téléc 450-263-6317	WEB townshippers.qc.ca, toppportunity.ca, tday.ca EMAIL / COURRIEL ta@townshippers.qc.ca INFO SERVICE info@townshippers.qc.ca 819-566-2182 (toll free 1-877-566-2182)
---	---	---



representation from within the English-speaking community in the proposed governing structure is by far the most pressing yet easiest issue to remedy in this Bill. With guaranteed representation from within our community, our community can effectively participate as active partners in the ongoing process of reorganizing a quality health care system that is both accessible and affordable for all Quebecers.

Conclusion and Recommendations

The primary issue that must be recognized is that the situation of the English-speaking population in rural Quebec, particularly those communities who have already seen their institutions be swallowed into a larger and unrecognizable structure, is quite different from the experience of English-speakers in larger urban centers such as Montreal.

Given the sweeping powers that will be granted to the Minister and the new boards of directors of regional institutions as a result of Bill 10, it is imperative that English-speakers be accorded, in law, community issued representation on the Boards as a tangible gesture of inclusion in the health and social services sector, with a mandate to ensure that ongoing access to health care and social services for the minority language population is dealt with appropriately.

HEAD OFFICE (LENNOXVILLE) 100 - 257 Queen, Sherbrooke QC J1M 1K7 Tel / Tél 819-566-5717 / 1-866-566-5717 Fax / Téléc 819-566-0271	KNOWLTON 3-584 Knowlton Rd, Lac-Brome, QC J0E 1V0 Tel / Tél 450-263-4422 / 1-866-263-4422 Fax / Téléc 450-263-6317	WEB townshippers.qc.ca , topportunity.ca , tday.ca EMAIL / COURRIEL ta@townshippers.qc.ca INFO SERVICE info@townshippers.qc.ca 819-566-2182 (toll free 1-877-566-2182)
---	---	--